

Appel à la Conscience

Cher(e)s Collègues,

Je vous informe, avec sérénité, qu'à la demande des « négociateurs » FO du GAN, mon mandat de Délégué Syndical m'est retiré à compter du 1er octobre. (J'ai reçu la lettre hier soir, 28/09).

Curieusement, les « négociateurs » sur notre statut, notre profession et notre rémunération devraient commencer maintenant. Pas de commentaire sauf un : cette attitude ne préfigure-t-elle pas le contenu et la méthode de ces « négociations », vus par la Direction et ses interlocuteurs sensés nous représenter et défendre la Profession.

Je vous appelle solennellement à prendre conscience de cette situation afin de nous organiser tous ensemble pour défendre le métier et sa rémunération et agir.

Je vous informe également que j'ai reçu à mon domicile une lettre de Monsieur Jean AZ. dans laquelle le Directeur Général de GROUPAMA me précise qu'il a demandé au Directeur Général de GAN ASSURANCES, Monsieur Patrick C.T., de répondre au problème que j'avais posé sur la façon de « négocier ».

Est-ce une bonne stratégie pour les Chargés de Missions de faire parvenir la vraie réponse par l'intermédiaire des responsables syndicaux : **Retrait immédiat de mon mandat ?**

Je tiens à vous faire part d'une détermination inébranlable, bâtie sur trente-cinq années d'engagements citoyens divers et variés.

Je souhaite vivement, dans l'intérêt de chacun et du corps professionnel que nous représentons que mon appel soit entendu.

Bien à Vous,

Pascal,

Délégué Syndical FO pour deux jours.

Aix-les-Bains, le 29 septembre 2004

Après la tenue d'assemblées régionales pour la défense de notre métier, organisées par la direction avec l'aval des syndicats, je serai immédiatement mis à pied puis licencié en janvier 2015 de façon totalement illégale. Le DRH sera, lui, aussi, licencié ainsi que le responsable des affaires sociales.

Deux ans plus tard, je gagnerai le procès contre GAN-GROUPAMA en étant mon propre avocat. Entre temps, FO avait radié mon dossier des Prud'hommes en imitant ma signature.

Je serai réintégré en juillet 2007 pour une semaine puis « démissionné ». Il s'en suivra six années de difficultés jusqu'à la retraite : chômage, RMI, RSA, restos du cœur, petits boulots et grosses répressions par l'UMP, le patronat, les syndicats et les écolos de droite et de gauche.